



Réseau Sortir du nucléaire

LETTRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AUX GROUPES MEMBRES

LETTRE #2

Bonjour à tous les groupes ! Voici notre deuxième lettre d'information :

Le Réseau sort du débat public

Nous vous avons écrit fin octobre dernier, pour expliquer le choix du CA de participer au débat public sur la construction de nouveaux réacteurs. Depuis, nous avons fait un nouveau choix pour le Réseau : claquer la porte du Débat Public, véritable mascarade*. Il nous est important de communiquer avec vous sur cette position.

En effet, face au rouleau compresseur de la relance du fiasco nucléaire, les groupes locaux normands nous ont saisis et nous avons décidé de rejoindre cette bataille à leurs côtés tout en gardant notre position ferme au sein de ce débat : face aux dangers du nucléaire, son arrêt n'est pas à débattre.

Mais nous avons constaté le manque criant de publicité de ce débat, le choix de salles trop petites dans lesquelles il y avait une surabondance de lobbyistes pro-nucléaires. Au final, presque aucun écho dans les médias alors que la question du nucléaire était d'actualité cet hiver. Mais réjouissons-nous : la puissance nucléaire du pays n'a pas dépassé 46 GigaWatts (GW) depuis le début de l'année, sur 61 GW installés. Et même plus : au début du 2nd trimestre, il n'y a eu que 36 GW fournis par le nucléaire sur le réseau électrique, sans qu'il n'y ait un quelconque black-out. En d'autres termes, la part du nucléaire dans le mix électrique français est passé de 69 % en 2021 à 62,7 % en 2022**. Fin janvier, le Sénat vote le projet de loi de relance (du fiasco) du nucléaire. C'est un coup de tonnerre pour tous les acteurs antinucléaires qui participent au débat public de la CNDP. Résultat : le Réseau « Sortir du nucléaire » et Greenpeace France sortent du débat public. Nous dénonçons la mascarade démocratique. Des actions symboliques qui avaient pour but de la dénoncer ont lieu en marge des séances de débat public. Puis la CNDP, constatant que le cadre du débat est rompu, annule ses dernières séances de débat.

Toujours pour être aux côtés des groupes locaux normands, nous avons basculé nos forces dans le soutien au Rou'antinuke Festival à Rouen. Notre objectif : soutenir les mouvements antinucléaires au niveau régional.

Retour sur les mobs de Lyon, Tours, Rouen

En février nous avons vécu un mois antinucléaire bien actif avec des mobilisations à Lyon, le 2 février, Tours le 16 et Rouen la semaine du 23 février au 2 mars et ce malgré l'annulation des dernières séances du débat à Tours et Rouen.

A Lyon, la salle était comble avec nombre d'opposant.es au nucléaire présent.es pour exprimer leur opposition au débat, par des prises de parole, à corps et à cris. Le Réseau est ainsi intervenu à la suite de la CRIIRAD et de Stop Tricastin pour expliciter devant la CPDP son choix de quitter la mascarade du débat public.

A Tours, plusieurs dizaines de groupes antinucléaires de toute la France s'étaient donné rendez-vous pour une marche, des spectacles, prises de paroles et une assemblée antinucléaire en centre-ville de Tours, à deux pas du lieu du débat public déprogrammé. L'occasion de resserrer des liens et se donner rendez-vous dans les prochains mois face à la relance gouvernementale du nucléaire.

À Rouen, durant une semaine, à l'occasion du Rou'antinuke Festival*** , projections, ateliers, spectacles, débats, réunions ont réuni différents collectifs, groupes antinucléaires et organisations locales, chaque jour en différents lieux militants de la ville pour se projeter, dans le contexte du débat public, sur la mobilisation antinucléaire locale face aux projets d'EPR de Penly et Gravelines.

Un mois intense qui aura démontré à la CPDP, à défaut d'un gouvernement sourd à toute interpellation et hostile à toute contestation, qu'il ne saurait y avoir dialogue, concertation et débat dans le déni démocratique et sans prise en compte d'un scénario nécessaire de sortie du nucléaire. Néanmoins, malgré l'enjeu essentiel autour du nucléaire, nous n'avons pas mobilisé à la hauteur de nos espérances. La loi est passée au Sénat puis à l'Assemblée en pleine réforme des retraites... mais nous a quand même permis de continuer de tisser des liens avec des député.e.s ami.e.s.

L'Assemblée générale du Réseau : le CA du Réseau recrute !

L'Assemblée générale avance à grands pas ! Avec une baisse substantielle de nos ressources sur l'année 2022, le déménagement des locaux devenus trop précaires, nous avons choisi de la dématérialiser cette année et de privilégier de créer d'autres temps de rencontres régionales et nationales pour les mois à venir.

Cette Assemblée générale sera l'occasion de proposer l'entrée en fonction de candidat.es au Conseil d'Administration. Nous recherchons activement des volontaires pour alléger et répartir mieux la charge conséquente de travail du CA, participer à mettre en oeuvre la plateforme élue lors du dernier congrès en refondant la structure, en développant l'ancrage régional dans des bassins de luttes antinucléaires et en travaillant à accentuer les alliances et transversalités de lutte avec d'autres organisations et réseaux de lutte nationaux.

En bref : nous avons besoin de monde pour renforcer le CA ! La disponibilité demandée est importante mais modulable selon les motivations de chacun.e : nous voulons vous ouvrir la possibilité de nous rejoindre et mettre à profit vos compétences, vos envies dans des postes plus ciblés. Écrivez-nous sur ca@sortirdunucleaire.fr pour plus d'informations, et pour tout autre échange !

* <https://www.sortirdunucleaire.org/Debat-public-sur-le-nucleaire-le-Reseau-Sortir-du-?https://www.youtube.com/watch?v=7tLNr2hIDH0&t=955s> à 15' 54 "

** <https://assets.rte-france.com/prod/public/2023-02/Bilan-electrique-2022-synthese.pdf> p. 8 (et p. 6)

*** <https://www.sortirdunucleaire.org/Rou-39-antinuke-Festival>